

Rencontres sur la colline parlementaire

Les membres des Propriétaires forestiers du Canada (PFC) se sont réunis à Ottawa les 7 et 8 juin 2022 pour rencontrer plus de 20 députés fédéraux, sénateurs, sous-ministres, directeurs et conseillers politiques afin de parler du rôle important que jouent les propriétaires forestiers pour aider le Canada à atteindre ses objectifs en matière de changement climatique.

Le champ d'action de PFC a été vaste, puisque ses membres ont rencontré le Service canadien des forêts (Ressources naturelles Canada), Environnement et Changement climatique Canada, le ministère du Revenu national, le ministère du Développement économique rural, le ministère du Commerce international, de la Promotion des exportations, des Petites entreprises et du Développement économique et, enfin, le Bureau du premier ministre et le Bureau du Conseil privé (qui soutient le premier ministre et le cabinet).

L'objectif principal de ces rencontres était de présenter PFC aux décideurs au niveau fédéral et d'établir des relations de travail avec les principaux intervenants. Ce fut également l'occasion de sensibiliser les élus et les fonctionnaires fédéraux à un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés les propriétaires et producteurs forestiers canadiens, grands et petits, dont les boisés occupent 10 % des forêts aménagées au Canada et contribuent à 20 % de la production forestière du Canada.

Voici quelques-uns des sujets abordés :

- Le partenariat proposé par PFC avec la Fédération canadienne de l'agriculture pour aider à planter 2 milliards d'arbres afin de contribuer à la lutte contre les changements climatiques en soulignant la nécessité de rationaliser le programme de 2 milliards d'arbres, d'accélérer le versement des fonds pour assurer la prévisibilité des travaux de reboisement et d'élargir les critères d'acceptation.
- Préoccupations liées à la modification du Règlement sur les oiseaux migrateurs qui, à la fin de juillet, identifiera à l'annexe 1 certaines espèces d'oiseaux migrateurs dont les nids sont protégés de façon permanente. Pour le grand pic, un arbre contenant un nid abandonné ne pourra être récolté pendant 3 ans après le dépôt d'un avis à Environnement et Changement climatique Canada. Ce changement pourrait avoir un impact sur les activités forestières sur les terres privées puisque la non-conformité pourrait entraîner des amendes importantes pour les contrevenants.
- Intérêt pour la mise en place d'un régime personnel d'épargne et d'investissement sylvicole personnel ou l'étalement du revenu de la vente de bois au niveau fédéral afin de corriger l'iniquité fiscale dont souffrent les producteurs forestiers. Un traitement fiscal plus équitable stimulerait le développement des forêts privées et augmenterait le potentiel de récolte de bois des 450 000 propriétaires forestiers du Canada.
- Progrès, ou plutôt impasse, dans la négociation d'un accord avec les États-Unis sur le commerce du bois d'œuvre. Le blocage des États-Unis se poursuit aujourd'hui alors qu'ils retardent la nomination des membres des groupes spéciaux de l'Organisation mondiale du commerce qui seraient éventuellement appelés à trancher le différend. Malgré les pressions exercées par le gouvernement canadien, les Américains refusent toujours de s'asseoir à la table des négociations.